



Présidentielle 2017 : les positions des candidats sur les réseaux de soins

Carte Blanche Partenaires a demandé aux six principaux candidats à l'élection présidentielle leur position sur la pertinence des réseaux de soins.

Si la santé a été un sujet important au début de cette campagne présidentielle, cette thématique s'est surtout focalisée sur l'amélioration de l'accès aux soins, financier comme géographique. C'est dans cette logique que la société de services Carte Blanche Partenaires a demandé aux principaux candidats à l'élection présidentielle leur position quant aux réseaux de soins. Sans surprise, Jean-Luc Mélenchon rejette les réseaux de soins ouverts, puisqu'il se place dans une logique de suppression des organismes complémentaires santé et d'un remboursement intégral des soins de santé par l'Assurance maladie. Marine Le Pen s'oppose également aux réseaux de soins, refusant que « les complémentaires s'immiscent à un tel niveau dans l'organisation du système de santé ». Prudente position de François Fillon La position de François Fillon est nuancée : le candidat LR considère que les réseaux de soins, « sous certaines conditions, peuvent être une solution ». Il est à souligner que c'est un autre député LR, Daniel Fasquelle, qui a déposé en 2015 une proposition de loi pour supprimer les réseaux de soins. Une suppression également réclamée par l'économiste de la santé Frédéric Bizard. Si les trois autres candidats interrogés (Nicolas Dupont-Aignan, Benoît Hamon et Emmanuel Macron) se disent en faveur des réseaux de soins, ils ne le sont pas au même niveau. Emmanuel Macron, tout comme François Fillon, se dit ainsi défavorable aux réseaux de soins fermés. Seuls les candidats du Parti socialiste et de Debout La France! sont clairement favorables aux réseaux, Benoît Hamon y voyant « un bel exemple d'un partenariat gagnant-gagnant » et Nicolas Dupont-Aignan « une belle initiative ».